

COMMUNIQUE

Chers Camarades,

Au regard des déclarations des uns et des autres et en particulier du Président de la République, ils sont clairs, ils en veulent à nos retraites et aux autres conquêtes sociales.

LA RETRAITE A 65 ans voire plus...

L'annonce de la retraite à 65 ans s'est accompagnée d'une autre annonce... le porte-parole (du Président ou du candidat) Gabriel ATTAL déclarait que le recul serait accompagné d'« un minimum de retraite à 1100 € » pour les carrières complètes et la « suppression des principaux régimes spéciaux ». Alors, pour les travailleurs qui n'auraient pas de carrière complète, il faudrait travailler jusqu'à quel âge ?

L'âge de départ à la retraite ne serait pas véritablement fixé... pour les « volontaires » qui seraient obligés de travailler plus longtemps pour avoir une petite retraite complète. JUSQU'À LA MORT !

STOP ! LA RETRAITE, C'EST 60 ANS A TAUX PLEIN !**MAINTIEN DE TOUS LES REGIMES SPECIAUX !****LA FIN DU SMIC ou LE TRAVAIL GRATUIT (financé par nos impôts) ?**

La surenchère de celui qui serait le meilleur en destruction de droits vient d'atteindre un niveau catastrophique. Le Président de la République annonce la fin du Salaire Minimum de Croissance – Le SMIC avec l'obligation de travail pour les bénéficiaires du RSA.

« Obligation de consacrer 15 à 20 heures par semaine à une activité permettant d'aller vers l'insertion professionnelle ».

C'est-à-dire une rémunération en dessous du SMIC, une réelle trappe à la paupérisation.

Le travail financé par nos impôts, sans cotisation, c'est au bout la CMU et une retraite sur quelle base ?

Ils sont tellement mauvais qu'ils ne savent pas que des salariés bénéficient, déjà, du RSA car en dessous du seuil de pauvreté. Nous finançons déjà la modération salariale organisée conjointement par le Gouvernement et le Patronat.

STOP ! AUGMENTEZ NOS SALAIRES MAINTENANT !**UN VRAI TRAVAIL AVEC UN VRAI SALAIRE POUR UNE VRAIE RETRAITE !****LA CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE CONTRE UNE HYPOTHETIQUE AUGMENTATION**

C'est promis, le Gouvernement va augmenter la rémunération des fonctionnaires, après les élections, mais en même temps, il casse la fonction publique. Cette casse n'est pas une promesse, mais c'est effectif.

Par contre la promesse est un déni de démocratie car il y a une élection. Pas de promesse, c'est tout de suite les augmentations.

**STOP ! POUR LA DEFENSE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
POUR NOTRE REPUBLIQUE UNE ET INDIVISIBLE !****LES PROMESSES N'ENGAGENT QUE CEUX QUI LES CROIENT !****LE BILAN EST LA !**

Ça fait 10 ans que nous subissons des attaques à tous les niveaux : protection sociale, code du travail, statut de la fonction publique, prud'hommes, représentation des salariés, gel des salaires, ... la liste est longue.

Alors demain, rendons nous à la Préfecture de Région pour porter nos revendications.

PAS DE TREVE !

MARDI 22 MARS 2022 à 12H00

PORTONS NOS REVENDICATIONS !

- **Augmentation générale des salaires, des retraites, des minimas sociaux**
- **Défense des services publics et renationalisation de tous ceux qui ont été privatisés. Non à l'ouverture à la concurrence.**
- **Abrogation de la contre-réforme de l'assurance chômage**
- **Pas de libéralisation de l'École de la République – maintien de tous les statuts des fonctionnaires.**
- **Des moyens et des effectifs pour l'hôpital, arrêt de la fermeture de lits, des services et des hôpitaux ou à leur regroupement.**
- **Retour à la sécurité sociale, celle de 1945 qui prenait en charge le malade du début de la maladie jusqu'à la guérison.**
- **Abrogation de toutes les lois et mesures liberticides (loi sécurité globale...)**
- **Maintien de tous les régimes de retraite, du code des pensions civiles et militaires et des régimes spéciaux et non au recul de l'âge du départ en retraite.**

Ce sont ces revendications que nous porterons

à la Préfecture de Région

5, rue Leblanc 75015 PARIS,

lors du rassemblement du MARDI 22 MARS 2022 à 12H00. »